



## Campaign for Parliament Reform

*Making Europe's Parliament accountable to its citizens*



Monsieur le Président,

En peu de temps, vous avez gagné la sympathie de beaucoup d'Européens avec votre engagement extraordinaire et votre allant impressionnant. Dans tous les états membres, les citoyens vous voient déjà comme un médiateur du projet européen. Vous avez prouvé plusieurs fois que des souhaits importants et des espérances, même audacieuses, peuvent se réaliser. Non seulement vous êtes favorable à des réformes, mais vous les mettez également en place avec énergie.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous avec beaucoup d'espoir, Monsieur le Président, sur une question centrale pour le futur du Parlement européen; en un mot, son siège. Permettez-moi de vous faire partager le sentiment de beaucoup d'eurodéputés et d'européens.

Comme vous le savez, le Parlement européen est divisé entre Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles, Strasbourg étant son siège officiel. Ce parlement n'a malheureusement pas le droit de décider de son siège lui-même. Ce droit est exclusivement réservé aux chefs d'états et de gouvernements européens qui ne peuvent revoir leur décision qu'à l'unanimité.

Le Parlement européen est ainsi obligé de tenir douze sessions plénières mensuelles par an à Strasbourg. Chaque mois, 785 députés européens, leurs assistants et une grande partie de l'administration se déplacent, ainsi que six semi-remorques pleines de dossiers. Les coûts de ces douze déménagements et de la maintenance des bâtiments à Strasbourg pendant le reste de l'année s'élèvent à 250 millions d'euros par an. En une législature cela représente 1.25 milliards d'euros.

En termes d'émissions de CO<sub>2</sub>, les voyages à Strasbourg vont à l'encontre de l'engagement européen en matière de protection de l'environnement. Responsables chaque année de 18.900 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> - l'équivalent de 13.000 vols transatlantiques, ils sont tout simplement absurdes.

Les députés, en contact permanent avec les Européens sur toutes les questions débattues au sein de l'UE, ont un rôle de premier plan dans le processus de l'intégration européenne. C'est pour cela que le mécontentement des citoyens sur cette situation leur tient particulièrement à cœur.

Aujourd'hui beaucoup de citoyens et eurodéputés espèrent de vous, Monsieur le Président, que vous vous montriez ouvert et pragmatique sur cette question, comme vous l'êtes déjà dans bien d'autres domaines. La ville de Strasbourg est bien sûr un symbole de paix, de la réconciliation Franco-

allemande ainsi que de l'unification européenne. Dès lors Il est clair qu'une future "absence" du Parlement européen exigerait pour Strasbourg de trouver une solide alternative. Ainsi nous nous permettons de joindre les idées les plus innovatrices à cette lettre.

Avec le traité de Lisbonne, un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Union Européenne commence. Mettre fin à la migration du Parlement européen est dans ce contexte un signe fort de la proximité avec les citoyens. Strasbourg risque de devenir pour beaucoup d'européens un symbole de gaspillage plus que de réconciliation - ce que ne mérite ni la ville ni l'Europe. Il est de notre devoir de faire en sorte de conserver la renommée de celles-ci. C'est pourquoi nous vous prions, Monsieur le Président, d'entendre l'appel des députés et de beaucoup européens.

Avec les salutations les plus sincères,

Alexander Alvaro MEP, président de CPR

Gérard Deprez MEP

Piia-Noora Kauppi MEP

Frédérique Ries MEP

Catherine Stihler MEP

Edith Mastenbroek MEP

Alexander Stubb MEP

Helga Truepel MEP

Dr. Silvana Koch-Mehrin MEP

Dr. Jorgo Chatzimarkakis MEP

Dr. Wolf Klinz MEP

Holger Krahmer MEP

Alexander Graf Lambsdorff MEP

Willem Schuth MEP